



Rapport aux participants



RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS^{MC}

AVRIL 2003



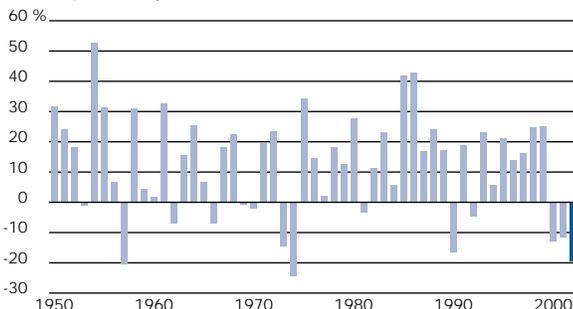
Claude Lamoureux,
Président et chef de la direction

RÉSULTATS LIÉS AUX PLACEMENTS

Pour la première fois depuis 1932, les marchés boursiers américains ont enregistré une baisse pour une troisième année d'affilée. À la fin de l'exercice 2002, l'indice Standard & Poor's 500 accusait un recul de 22 % par rapport à l'exercice précédent, affichant ainsi une baisse de 40 % par rapport au sommet atteint le 1^{er} septembre 2000. Au Canada, la Bourse de Toronto a reculé de 12,4 %, soit une baisse sensiblement identique à celle de 2001.

Bien que cette période ait été étonnante d'un point de vue historique, le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario était prêt. Nous avons prévu une période de faiblesse du marché (comme nous l'avons indiqué l'an dernier) et, au moyen de diverses stratégies à long terme, nous avons instauré une politique relative à la composition de l'actif qui, à notre avis,

Marchés des actions au cours des 50 dernières années
(en pourcentage)



Ce graphique illustre l'indice MSCI Mondial qui comprend le rendement des actions américaines, canadiennes et internationales. La durée de la baisse actuelle est sans précédent au cours des 50 dernières années.

En bref

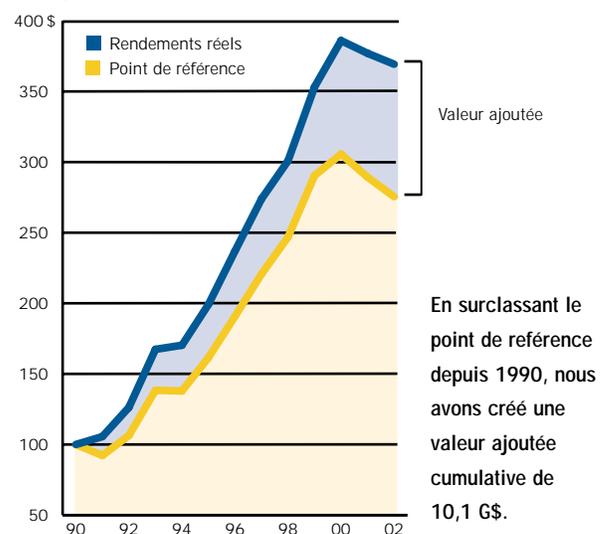
- Politique de capitalisation du régime approuvée ... (p.4)
- 6 800 nouveaux prestataires ... (p.5)
- Les 50 placements les plus importants ... (p.7)

correspondait à ce contexte économique difficile. Nous avons réduit de 10 % notre pourcentage total de placements en actions à environ 50 % des actifs, contre 60 % pour l'exercice précédent.

En conséquence, le régime a, encore une fois en 2002, surclassé le point de référence composé avec un rendement négatif de 2 %, conservant ainsi une valeur de plus de 1,9 G\$. La diminution de notre risque lié aux placements en actions en vertu de notre politique nous a permis de préserver un montant additionnel de 900 M\$ pour un total de 2,8 G\$.

Plus de 50 % de nos placements ont généré des rendements positifs au cours de 2002. Comme vous pouvez le constater dans le graphique, les obligations (titres à revenu fixe) ont obtenu un rendement de 8,6 % et les placements sensibles à l'inflation, qui comprennent les biens immobiliers, les marchandises et les obligations à taux réel, nous ont procuré d'excellents rendements au cours du dernier exercice, générant un taux de rendement de 13,2 %.

Croissance des placements
(par 100 \$ investis en 1990)



Pour s'attendre à de meilleurs résultats, il faudrait faire abstraction des réalités des marchés financiers. Nous n'avons pas de contrôle sur l'orientation des marchés dans lesquels nous investissons ni, d'ailleurs, sur le coût des prestations de retraite futures – soit le coût que nous nous efforçons de couvrir. Ces deux éléments sont entièrement hors de notre contrôle.

Rendements des placements par rapport aux rendements de référence

(en pourcentage)	Rendements des placements	Rendements de référence	Indice de référence composé
Titres à revenu fixe, placements non traditionnelles et stratégies de valeur relative	8,6 %	5,1 %	Bons du Trésor de Scotia Capitaux (91jours) Obligations universelles sur le marché intérieur Rendement net des débetures de l'Ontario
Actions canadiennes	-7,7	-12,4	Indice composé S&P/TSX
Actions américaines	-22,0	-22,7	S&P 500
Actions autres que nord-américaines	-16,0	-16,5	Indice national Morgan Stanley EAEO, indice national spécifique aux ME – hors Amérique du Nord
Placements sensibles à l'inflation	13,2	12,0	Obligations à rendement réel de Scotia Capitaux Titres du Trésor américain protégés contre l'inflation Indice des marchandises Goldman Sachs IPC plus 4 %
Total du régime	-2,0 %	-4,8 %	Indice de référence pondéré par la composition de l'actif

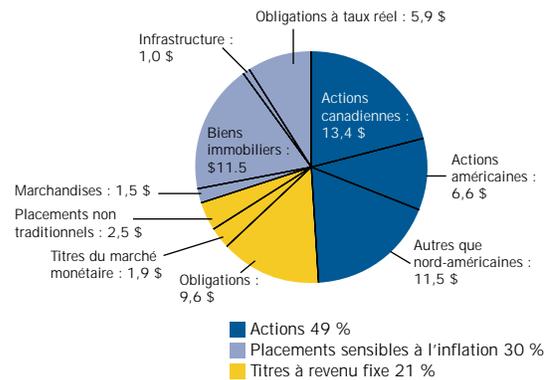
Toutes les catégories d'actifs ont dépassé leur point de référence en 2002 et la moitié de nos placements totaux ont affiché des taux de rendement positifs. Les placements à revenu fixe et sensibles à l'inflation ont été particulièrement performants.

Nous pouvons, toutefois, exercer un contrôle sur les stratégies de placement et de services à la clientèle et leur exécution tactique dans ces secteurs. Dans ces secteurs, notre équipe peut faire une différence.

INVESTIR POUR L'AVENIR

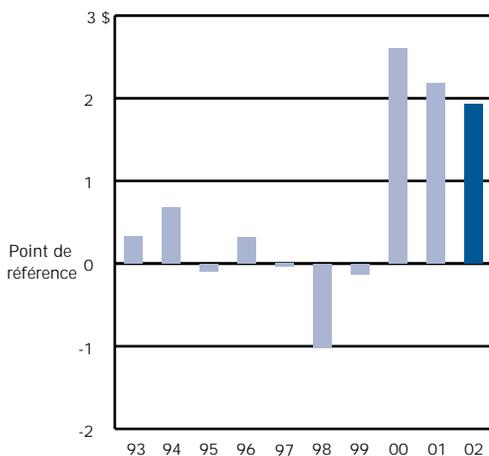
- Nous avons augmenté la composante active de nos actions en réduisant l'exposition aux principaux indices boursiers et en gérant plus d'actifs de manière active.
- La Teachers Merchant Bank a accru les souscriptions privées — ces placements constituent une solution de rechange importante aux marchés des actions cotées en Bourse.
- Nous continuons également à investir avec prudence dans les fonds de couverture.
- Nous faisons l'acquisition d'immobilisations corporelles, comme les services d'électricité, les autoroutes et les aéroports, car leurs rendements suivent de près les rentes indexées que nous versons à nos enseignants.
- En ce qui concerne les biens immobiliers, nous avons plusieurs projets de réaménagement en cours qui augmenteront la valeur de nos actifs.

Composition de l'actif (au 31 décembre 2002) (en milliards de dollars)



Valeur ajoutée

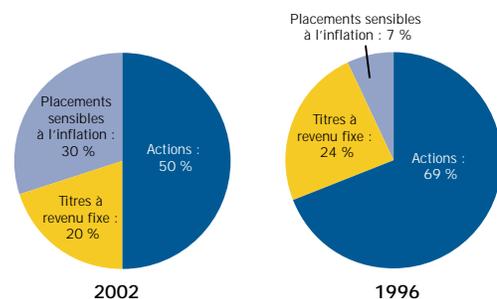
(exercice terminé le 31 décembre)
(en milliards de dollars)



Le personnel ne reçoit des primes que s'il crée de la valeur par rapport aux rendements du marché, comme cela a encore été le cas en 2002.

En 1998, lorsque les rendements étaient positifs de 9,9 % mais inférieurs de 2 % au point de référence, aucune prime à long terme n'a été versée pour la période allant de 1995 à 1998.

Politique relative à la composition de l'actif



Nous examinons annuellement les conditions du marché et choisissons la politique de composition de l'actif qui permet au régime de mieux satisfaire à son objectif de capitalisation.

MANDAT ORGANISATIONNEL

La FEO et le gouvernement de l'Ontario

Responsables de la capitalisation du régime de retraite

Négocier les modifications aux prestations et les taux de cotisation

Partager l'excédent ou le déficit

Régime de retraite des enseignants de l'Ontario

Gérer le régime de retraite

Verser les rentes, collecter les cotisations

Établir la stratégie de placement, investir les actifs

LE DÉFI À LONG TERME DU RÉGIME

Bien que les résultats de nos placements soient bons par rapport au point de référence et représentent des milliards de dollars en valeur ajoutée, nous versons les rentes selon une formule de prestations déterminées, et non en fonction du taux de rendement des placements.

En raison de l'augmentation considérable des niveaux de prestations découlant des modifications apportées au régime au cours des dernières années, le régime a maintenant besoin d'un rendement réel à long terme de 5 %, plutôt que de 4,5 % afin d'offrir les rentes promises. L'expérience a démontré que ce niveau de rendement n'est pas facile à obtenir, particulièrement durant des périodes prolongées de faibles rendements et il se pourrait que cette décennie soit l'une de ces périodes.

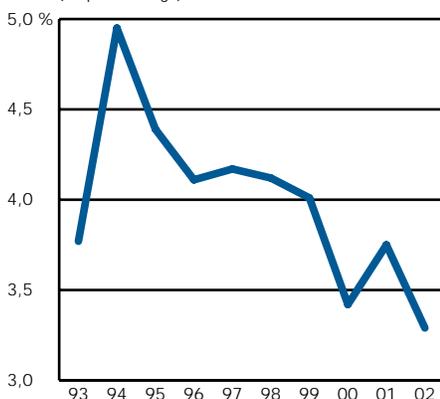
Au début de 2003, le régime disposait d'un excédent estimatif de 1,5 G\$, comparativement à 1,9 G\$ au 1^{er} janvier 2002.

Cependant, il y a des nuages à l'horizon.

Premièrement, le coût des rentes futures constituées par les participants a augmenté de près de 5 G\$ à cause d'un repli marqué des taux d'intérêt réels (sur lesquels reposent l'estimation du coût des rentes futures).

Deuxièmement, l'utilisation du nivellement, une pratique actuarielle acceptée qui vise à équilibrer l'incidence de la volatilité du rendement des actions sur cinq ans afin d'éviter des variations de l'excédent à court terme qui pourraient entraîner des hausses de taux de cotisations.

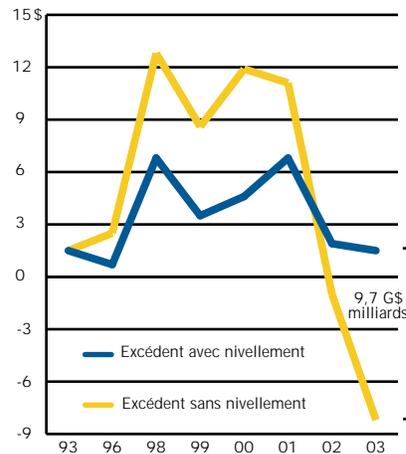
Rendement des obligations à taux réel
(au 31 décembre)
(en pourcentage)



Si les taux réels diminuent de 1 %, il faut aujourd'hui 20 % plus d'actifs pour payer les rentes promises aux enseignants dans l'avenir.

Excédent de capitalisation

(au 1^{er} janvier)
(en milliards de dollars)



Comment s'explique cette chute ? Outre la mauvaise performance récente des marchés, un excédent de 18,6 G\$ a été utilisé par la FEO et le gouvernement de l'Ontario afin de financer les améliorations aux prestations (p. ex. le facteur 85 et les prestations plus élevées) et d'éliminer le déficit actuariel du gouvernement.

Au cours des années 90, le régime a accumulé et nivelé les gains sur actions, mais comme les marchés boursiers internationaux ont connu une baisse au cours des trois dernières années, la réserve de nivellement contient maintenant des pertes sur actions non constatées de 9,7 G\$ que le régime devra absorber au cours des quatre prochains exercices. (Les rendements sur les actions sont considérés comme des « pertes » s'ils s'inscrivent sous la barre des 6 % plus le taux d'inflation, qui est l'hypothèse de rendement à long terme pour ces titres.)

Cette situation pourrait entraîner un déficit dans l'avenir à moins que les marchés des actions ne remontent en flèche, ce qui n'est pas prévu, ou que les taux d'intérêt réels ne connaissent une hausse. La prochaine évaluation doit être déposée au plus tard en 2006. S'il y a un déficit, les corépondants, soit la FEO et le gouvernement de l'Ontario, devront prendre l'une des deux mesures suivantes pour rectifier la situation: accroître les cotisations des enseignants et du gouvernement ou réduire les prestations futures (les rentes actuelles ne seraient pas touchées).

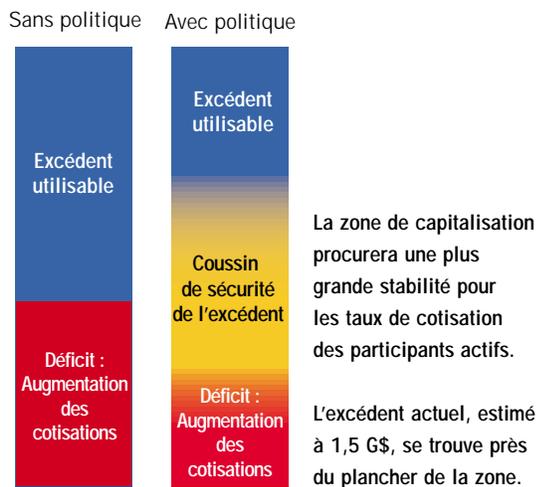
Toutefois, nous continuerons à faire de notre mieux pour tirer profit de ce qui fonctionne et pour suivre une méthode de placement innovatrice lorsque nous y voyons une occasion de créer une valeur ajoutée. Malgré ces inquiétudes pour l'avenir, nous avons une bonne nouvelle : une politique de capitalisation du régime.

UNE POLITIQUE DE CAPITALISATION DU RÉGIME

Les corépondants du régime, soit la Fédération des enseignants et des enseignantes de l'Ontario et le gouvernement de l'Ontario, ont pris une mesure innovatrice.

En mars 2003, ils ont approuvé une politique de capitalisation qui procure une plus grande stabilité au régime dans l'éventualité d'un déficit et codifie la tâche plus agréable d'utiliser les excédents futurs afin de créer un coussin ou, éventuellement, de réduire les taux de cotisations ou d'améliorer les niveaux de prestations.

Politique de capitalisation du régime



- La politique définit une « zone de capitalisation entière » dans laquelle les corépondants conserveront un coussin permettant de protéger le régime des déficits à court terme qui pourraient autrement déclencher une importante augmentation des cotisations.
- Ce coussin équilibrera les périodes d'excédent et de déficit, sans pour autant protéger entièrement les enseignants et le gouvernement contre une hausse future des cotisations. Toutefois, elle fera en sorte que toute hausse nécessaire serait moindre et plus facile à absorber.
- Des améliorations aux prestations ou une baisse des cotisations pourraient être négociées lorsque l'excédent dépasse la zone de capitalisation entière et que la caisse se trouve dans une situation financière solide.

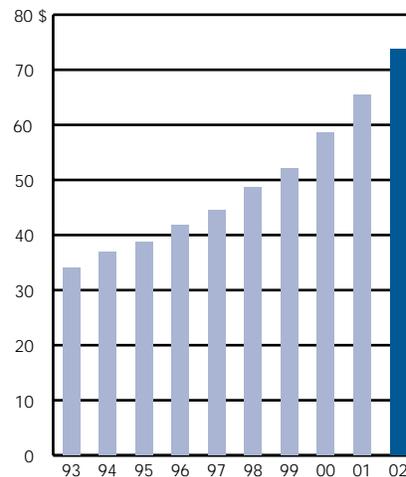
AVANTAGES DE CETTE POLITIQUE

La zone de capitalisation entière procurera une plus grande stabilité pour les taux de cotisation des participants actifs. En ayant la garantie que certains des gains provenant des booms futurs des marchés seront mis de côté pour atténuer l'incidence des inévitables replis subséquents, les gestionnaires du régime auront la liberté de continuer à utiliser prudemment le risque lié au placement afin de diminuer le coût total du régime.

Nous félicitons les corépondants de leur approche novatrice et coopérative.

Coût des rentes futures

(au 31 décembre)
(en milliards de dollars)



En 2002, le coût des rentes futures a augmenté de 13 % en raison de la baisse des taux d'intérêt réels.

CONCLUSION

En 2002, tous les investisseurs ont dû relever des défis. Bien que nous ne puissions pas contrôler des facteurs comme la volatilité des marchés et le vieillissement de nos participants, soyez assurés que nous déployons tous les efforts afin de faire face à ces réalités.

Salutations,

Le président et chef de la direction,

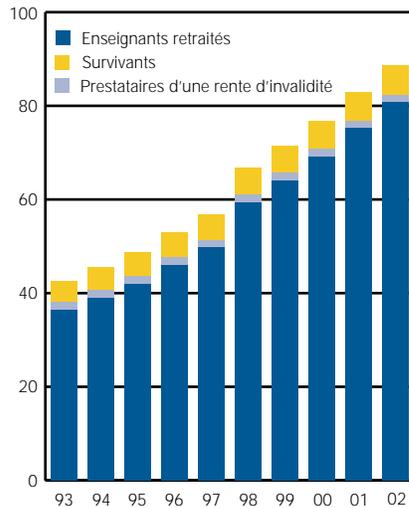
Claude Lamoureux

SERVICES AUX PARTICIPANTS

Afin de répondre aux besoins à court et à long terme de nos participants en ce qui a trait à l'information sur leurs prestations de retraite, nous nous efforçons d'améliorer les services offerts aux participants.

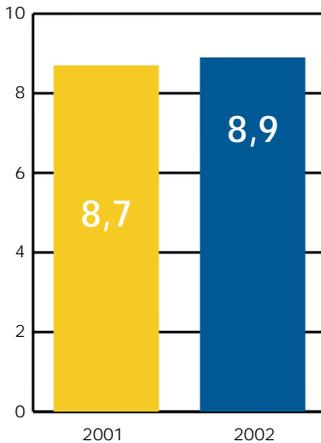
Nous avons continué à offrir de nouveaux services aux participants et aux employeurs, notamment un site Internet sécurisé. Nous encourageons tous les participants à s'inscrire à ces services par Internet afin qu'ils puissent avoir un accès direct à leur information personnelle sur leurs prestations de retraite.

Nombre de nouvelles rentes de retraite
(en milliers)



En 2002, le régime a versé des prestations à 6 800 nouveaux prestataires retraités et à 600 nouveaux survivants (conjoints).

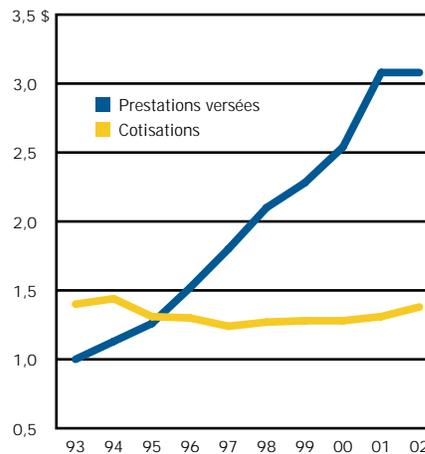
Indice de la qualité du service
(sur 10)



En 2002, notre équipe des services aux participants a reçu la plus haute cote de son histoire par rapport à notre Indice de la qualité du service.

Nous effectuons des sondages périodiques auprès de nos participants pour évaluer nos services et nos communications.

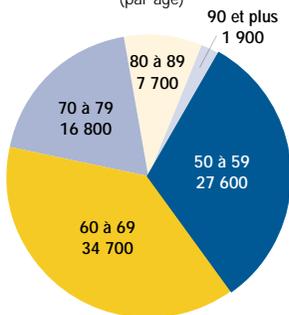
Cotisations versus prestations versées
(exercice terminé le 31 décembre)
(en milliards de dollars)



1,7 G\$

En 2002, le régime a versé 3,1 G\$ en prestations, qui ont dépassé de 1,7 G\$ le montant des cotisations reçues.

Répartition des participants
(par âge)



Un tiers des retraités sont âgés de moins de 60 ans. L'âge moyen de départ à la retraite est de 55,4 ans.

(de gauche à droite)

Phil Nichols
Vice-président
Services SIG aux participants

Allan Reesor
Vice-président directeur
Services aux participants et
chef de l'information

Rosemarie McClean
Vice-présidente
Services à la clientèle



LA SÉCURITÉ DE LA RETRAITE DANS L'AVENIR

PLACEMENTS

Notre stratégie à long terme consiste à créer de la valeur pour les participants. En 2002, nous avons adapté nos programmes de placements pour réduire l'incidence de la faiblesse des marchés.

Résultats de placement

	Au 31 décembre				
	2002	2001			
Actif net (en milliards de dollars)	66,2 \$	69,5 \$			
Rendement des placements (%)					
Annuel	-2,0 %	-2,3 %			
Point de référence composé	-4,8	-5,3			
Moyenne des taux de rendement annuels composés (%)					
	1 an	4 ans	5 ans	10 ans	Depuis 1990
Notre rendement	-2,0	5,3	6,2	10,4	10,6
Point de référence	-4,8	2,8	4,5	9,1	8,1

(de gauche à droite)

Morgan McCague

Vice-président principal, Placements quantitatifs

Robert Bertram

Vice-président directeur, Placements

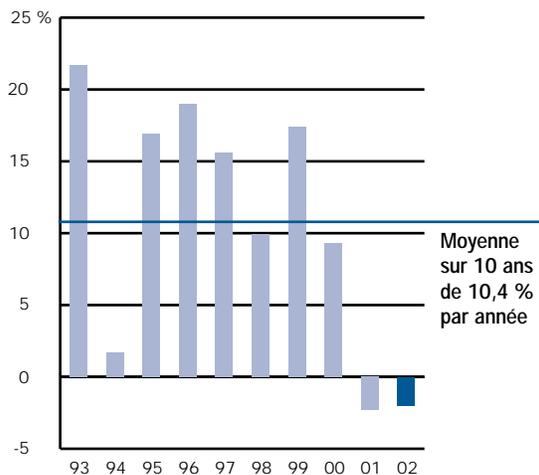
Neil Petroff

Vice-président principal, Indices d'actions internationales, titres à revenu fixe et placements non traditionnels



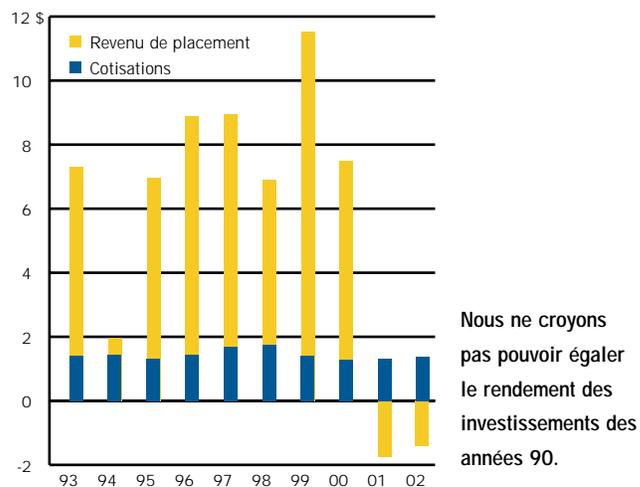
Taux de rendement

(exercice terminé le 31 décembre)



Revenu

(exercice terminé le 31 décembre)
(en milliards de dollars)



Nous avons prévu les rendements négatifs des marchés à l'échelle mondiale et avons réduit de 10 % la pondération des actions. Cette décision nous a permis d'épargner près de 1 milliard de dollars.

Les 50 placements les plus importants

AU 31 DÉCEMBRE 2002

Filiales (en milliards de dollars)

La Corporation Cadillac Fairview Limitée 11,5 \$

Obligations (en milliards de dollars)

Débiteures et obligations
de la province d'Ontario 15,1 \$
Obligations du gouvernement canadien 7,1
Obligations de sociétés canadiennes 3,4
Obligations canadiennes, de la province de Québec,
et de sociétés canadiennes à rendement réel 3,4
Bons du Trésor du Canada et dépôts à terme 2,6
Billets indexés à l'inflation 2,4
Obligations de sociétés internationales 1,1
Effets de commerce 1,0
Prêts hypothécaires indexés sur actions 0,3
TIPS des États-Unis 0,3
Dépôts à terme 0,1

Actions de sociétés (en millions)

	Actions	Juste valeur
Nexen Inc.	19,7	675,4 \$
Capital International Emerging Countries Fund	13,9	522,1
Corporation Shoppers Drug Mart	20,5	503,6
Les Aliments Maple Leaf Inc.	42,7	467,9
Banque Royale du Canada	7,5	433,3
BCE Inc.	13,6	387,5
La Banque de Nouvelle-Écosse	6,8	359,0
Macquarie Infrastructure Group	114,8	326,4
Macerich Company, The	5,5	269,6
Banque de Montréal	6,1	254,4
EnCana Corporation	4,8	233,8

Actions de sociétés (suite) (en millions)

	Actions	Juste valeur
Alcan Inc.	4,7	219,1 \$
Financière Sun Life du Canada Inc.	8,0	214,8
WestJet Airlines Ltd.	12,4	200,9
La Banque Toronto-Dominion	5,5	188,3
Macdonald, Dettwiler and Associates Ltd.	8,1	181,2
Banque Canadienne Impériale de Commerce	3,9	168,1
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,4	156,4
Magna International Inc.	1,8	154,2
Corporation Financière Manuvie	4,3	147,9
Barrick Gold Corporation	5,8	141,0
TransCanada PipeLines Limited	5,5	125,4
Petro-Canada	2,5	121,4
Suncor Énergie Inc.	4,7	115,6
Société d'énergie Talisman Inc.	2,0	112,8
Telefonos de Mexico SA	27,6	109,6
Corporation Nortel Networks	42,6	107,3
Canadian Natural Resources Ltd.	2,2	104,3
Fording Inc.	3,2	104,0
Inco Limitée	2,8	95,8
Placer Dome Inc.	5,3	95,4
Thomson Corporation, The	2,2	94,4
Corporation Financière Canada-Vie	2,3	91,7
Southern Cross FLIERS Trust	1,0	91,3
ENI S.p.A.	3,4	84,5
Banque Nationale du Canada	2,6	84,4
FleetBoston Financial Corporation	2,2	84,1
Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd.	(non dévoilé)	

Pour en savoir davantage sur nos placements, se reporter à notre site Web au www.otpp.com

(de gauche à droite)

Leo de Bever

Vice-président principal, Recherche et économie

Brian Gibson

Vice-président principal, Actions

Jim Leech

Vice-président principal, Teachers' Merchant Bank

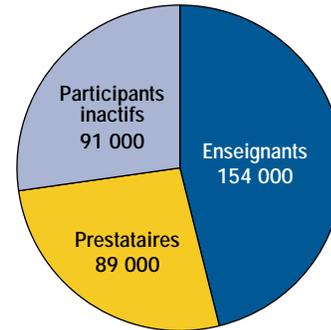


Le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario est responsable du revenu de retraite de 154 000 enseignants aux niveaux élémentaire et secondaire, de 89 000 prestataires, soit des enseignants retraités ou leurs survivants, et de plus de 91 000 enseignants inactifs ayant des fonds dans le régime.

À la fin de 2002, l'actif net du régime s'établissait à 66,2 milliards de dollars et le taux de rendement à long terme annuel depuis 1990 était de 10,6 %. Le régime se trouvait dans la zone de pleine capitalisation avec un excédent de 1,5 G\$ (se reporter à la page 4).

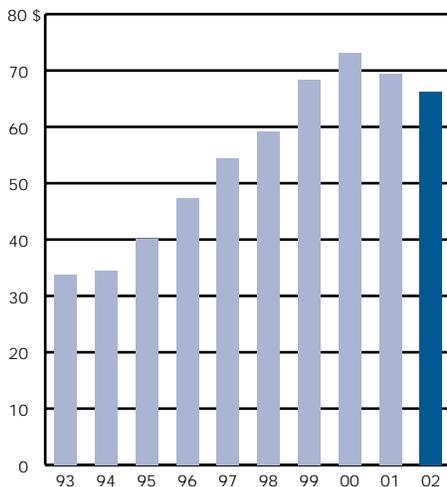
Le gouvernement de l'Ontario et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario sont les corépondants du régime. Ils sont responsables des taux de cotisations et de prestations.

Participants au régime



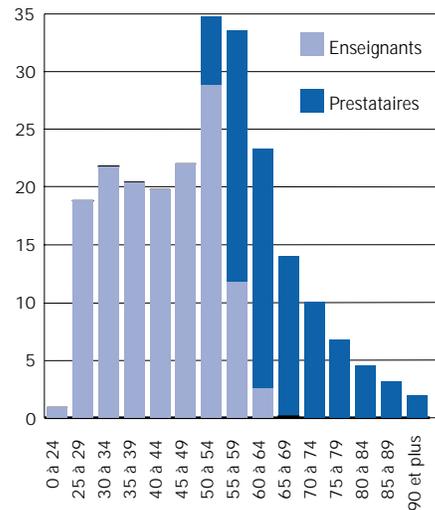
Actif net

(au 31 décembre)
(en milliards de dollars)



À la fin de l'exercice, l'actif net était tombé à 66,2 G\$

Répartition selon l'âge des enseignants et des prestataires (en milliers)



Au cours des dix dernières années, le nombre de personnes prenant leur retraite dans la cinquantaine a augmenté en tant que pourcentage des prestataires.

Pour nous joindre

Un exemplaire du *Rapport annuel 2002*, y compris les états financiers vérifiés complets, est disponible sur notre site Web à l'adresse www.otpp.com. Nous vous invitons à nous faire part de vos remarques sur le présent rapport ainsi que sur d'autres aspects de notre programme de communications.

Service des communications
Régime de retraite des enseignants de l'Ontario
5650, rue Yonge
Toronto (Ontario) M2M 4H5
Sans frais d'interurbain : 1 877 812-7989
Communications locales : (416) 228-5900
Courriel : communications@otpp.com

Postes-publications
Numéro de convention